

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté, Egalité, Fraternité
Département de l'Isère
Commune de Saint-Marcellin

DECISION MUNICIPALE

N° 2023_092

Objet : Modification de la régie de recettes pour les activités culturelles. Ajout de modalités de paiement, d'activités culturelles et régie prolongée, modification du montant de l'encaisse.

Le Maire de Saint-Marcellin,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes relevant des organismes publics et de leurs établissements publics (décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005),

Vu la décision n°2016.286 en date 20 septembre 2016 relative à l'extension de la régie de recettes pour les activités culturelles.

Vu la délibération N° 2020_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Saint-Marcellin a délégué à son Maire sans aucune réserve et pour la durée du mandat une partie de ses attributions

Vu les délibérations n°2019_090 et n°2020_131 relatives au RIFSEEP qui fixent la majoration de l'IFSE susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la collectivité

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du27..SEP..2023

DECIDE

Article 1^{er} – Il est décidé la modification de la régie de recettes pour les activités culturelles.

Article 2 – Cette régie de recettes est installée au sein des locaux du service Culturel de la ville installée à la Salle de spectacle Le Diapason, 11 rue Jean Rony.

.../...

N° 2023_092, suite 1

Article 3 – Cette régie permet l'encaissement des activités culturelles :

- concerts, spectacles,
- stages et ateliers artistiques et culturels
- cartes cadeaux
- caution des salles
- Locations de salles

Article 4 – Les recettes seront perçues au comptant, en numéraire au moyen de chèques bancaires, postaux ou assimilés, mandat administratif, virements bancaires, cartes bancaires, cartes cadeau du Diapason, cartes Tatoo Isère, Pass' Région Auvergne Rhône Alpes, Pass' Culture.

Les recettes sont perçues contre remises à l'usager d'un billet d'entrée.

Article 5 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du comptable public.

Article 6 – Un fond de caisse d'un montant de 200 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 – Le montant maximum d'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est de 10 000 euros.

Article 8 – Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé par l'article 7, et au minimum une fois par mois.

Article 9 – Dans le cadre de la régie dite prolongée, la date limite d'encaissement est fixée à 30 jours après l'édition des factures.

Article 10 – Le régisseur verse auprès du comptable la totalité des pièces justificatives de recettes de dépense au minimum à la fin de chaque mois.

Article 11 – Le régisseur se verra attribuer une majoration de son IFSE comme prévu dans la délibération de mise en œuvre du RIFSEEP.

.../...

N° 2023_092, suite 2.

Article 12 – Le suppléant ne percevra pas d'indemnité de régisseur selon la réglementation en vigueur.

Article 13 – Le Maire et le comptable public assignataire de Saint Marcellin sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 14 – Ampliation de la présente décision sera adressée aux services financiers de la mairie, au régisseur, au suppléant, et deux au comptable.

Article 15 – La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie. Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 16– Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Saint-Marcellin, le 28 septembre 2023

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN**



**Rendu exécutoire après transmission en Préfecture
Et affichage le**